

Chiapas indien: pour une histoire controversée de la démocratie

Martine Dauzier*

L'insurrection indienne du Chiapas fait de 1994 l'année des paradoxes, des allers et retours du local au national, du paysan analphabète (?) au lecteur de revues, de la guerre aux élections, dans des confrontations trop rapides, entre péripéties et prophéties, illusions et rumeurs. Comment aller, avec encore peu de recul et encore moins d'informations chiffrées sûres, vers l'analyse d'une espérance singulière, celle de tisser des liens entre démocratie, élections et société? Nous tenterons de suivre quelques fils, celui de la politique traditionnelle en pays maya, celui des aléas de la représentation partisane plurielle dans le Mexique du PRI, celui enfin des apprentissages, des résultats et des projets d'une citoyenneté véritable.

Chiapas ou les triomphes attendus

Les "ingénieurs électoraux" du parti au pouvoir classaient le Chiapas dans le groupe des états à la victoire annoncée. Si l'on prenait en compte les dénonciations de l'armée ou des grands propriétaires contre les guérilleros de la forêt, la crainte portait plus sur la médiatisation de cette réalité que sur ses conséquences

politiques internes. Cet optimisme tenait à l'indifférence au Chiapas pour des procédures électives sécularisées et au maintien des clientèles et des caciquismes, puisque cet état des confins avait rarement eu d'histoire politique en phase avec l'histoire nationale¹. Sans même évoquer les conséquences tardives et fort limitées de la Révolution, on peut noter que le travail nettement partisan avec programmes, leaders, carrières et réseaux, fussent-ils corporatistes, ne s'y effectue guère. Encore moins le pluralisme y trouve-t-il sa place. Avant d'imaginer une opposition condamnée au silence par la répression, il faut admettre que, longtemps, seul le PAN se singularise à Tuxtla tandis qu'il est impossible de trouver des candidats de gauche pour les postes électifs et encore moins des militants qui puissent, lors des élections, veiller au respect des lois. En 1982 Miguel de la Madrid emportait 90,2% des voix, en 1988 C. Salinas atteignait 89,9%, ce qui faisait du Chiapas l'état le moins opposant de la Fédération. Députés et sénateurs du PRI seront élus en 1991 avec 73% et 75% des voix alors que ni PRD, ni PAN, ni PFCRN n'atteignaient 8%. Le fossé paraît infranchissable. Seuls les états de Campeche, du Quintana Roo et de Zacatecas ont mieux voté, mais dans une mesure qui importe moins au parti puisque, peu peuplés, ils ne peuvent rivaliser avec les 1 358 163 inscrits du Chiapas; voici un état qui vote à la fois bien et beaucoup². Est-ce à dire que le Chiapas est priiste par nature, ou que la fraude électorale y atteint des dimensions remarquables? En

* Chercheur au CEMCA. Sociologue.

Maitre de conférences à l'Université de Paris XII.

attesteraient les urnes volées puis bourrées à Tapachula en 1988, pour lesquelles on a le nom des coupables, arrêtés, aussitôt relâchés³, ou encore l'étrange différence, de 70% à 20%, entre le taux d'abstention à Tuxtla, univers urbain, avec présence partisane, syndicale, médiatique, et celui du district d'Ocosingo, à la population paysanne peu alphabétisée, isolée à l'extrême. Mais plus encore qu'aux évidences de fraude, c'est à une organisation politique particulière qu'il faut nous intéresser car pour préparer un changement démocratique, il ne s'agit pas seulement d'appliquer la rigueur de la loi mais de métamorphoser une culture politique.

Les partis d'opposition semblent abandonner le combat avant de l'avoir livré (30 candidats du PRD pour 110 *municipios*), fracturés qu'ils sont par des luttes personnelles. D'ex-membres du PRI frustrés dans leurs espérances de sélection à la candidature par leur parti d'origine les animent un temps, ou les voilà prêts à accepter les foudres d'une ancienne actrice, I. Serrano —présentée en 1988 par le PFCRN (front cardéniste) et en 1994 par le PRD. Même le PRI affiche sa faiblesse entre deux périodes électorales: acceptant le rôle d'étiquette respectable nécessaire aux notables de l'oligarchie, il se contente de ratifier les choix de la "famille chiapanèque", les Castellanos de Las Margaritas, les Domínguez de Comitán, les Setzer de Yajalón, tous grands propriétaires à l'ancienne, certains, tels les Castellanos, héritiers d'haciendas de la fin du XVIII^e siècle. De fait, la qualification strictement partisane des votes intéresse plus le secrétaire d'action électorale du Comité Exécutif National du PRI que les hommes forts du Chiapas.

La confusion entre pouvoir quasi familial et politique partisane est accentuée par la relation entre les communautés indiennes et l'Etat. Mises depuis des siècles en position de fragilité, les communautés (65 *municipios* sur 112, à prédominance indienne, regroupent environ un tiers de la population) en particulier celles des Altos de Chiapas, cherchent des médiateurs efficaces, longtemps rares dès lors qu'il fallait parler espagnol, ou mieux, le lire et l'écrire, entre elles et le monde extérieur, par nature autre et agressif; l'efficacité, lorsque les villages indiens deviennent des *municipios* à part entière, en 1962, est du côté du PRI. Le président municipal en sera, et avec lui, tous les inscrits,

car, pour résister dans un univers hostile, il faut veiller à l'unité. "Depuis toujours nous sommes catholiques et du PRI" répètent les maires de San Juan Chamula ou d'Oxchuc, qui apportent à toutes les élections 100% des inscrits sans qu'il y ait besoin d'un vote personnel, les autorités cochant directement les noms sur les listes électorales. Les violences mises à part, ceci renvoie à la réalité commune des élections au niveau des commissaires *ejidales*, des comités scolaires, des comités pour l'eau potable etc. "Les habitants du village (*ejido* Las Tazas, *municipio* d'Ocosingo) vivent en paix, ils n'ont pas encore de grands 'politiques', et quand ils nomment leurs autorités, ils ne le font pas par l'intermédiaire de la politique mais ils les nomment en étant tous d'accord, au milieu d'une assemblée générale des pères de famille"⁴. Pour un pouvoir peu sécularisé, la communauté est un microcosme qui se perpétue dans le rituel de l'accord obtenu, appelé "parole commune". Il y faut des assemblées à la fois fort nombreuses et fort longues, conduites par un leader, qui peut changer selon les thèmes abordés, mais dont l'habileté à manier la rhétorique est essentielle⁵. L'assemblée dure jusqu'au moment où, les murmures contradictoires éteints, une conclusion peut être retenue, sans qu'il y ait vote. Si le lendemain les esprits ont tourné, on reprendra la discussion, et on conclura autrement mais toujours unanimement⁶.

Ainsi protégé par "la coutume", le PRI, très largement majoritaire, n'affronte que des luttes internes, sectorielles autour du mouvement démocratique des enseignants, ou régionales avec les menaces sécessionnistes du Soconusco. Il n'a pas créé un espace de négociation politique pour des conflits, souvent agraires, qui, entre deux élections, ensanglantent l'état. "La faiblesse des partis politiques et la fréquence des conflits violents indiquent que, au Chiapas, la lutte pour le pouvoir ne passe pas par l'arène électorale"⁷. Au maximum de votes répond un maximum de violences, traitées le plus souvent localement par les "gardes blanches" ou les policiers des *municipios*. Si nécessaire, la police judiciaire ou l'armée peuvent être appelées par le gouverneur⁸, l'ensemble valant une publication spéciale d'Amnesty International, en 1986. Les antagonismes forts se règlent sur les routes bloquées, les terres envahies, dans les mairies

occupées; d'un côté protestation, veto, de l'autre, expulsion violente si l'accord unanime indiscuté n'est plus possible. C'est ainsi que plus de 20 000 Chamulas, dissidents pour causes religieuses, économiques, politiques ou personnelles, ont dû quitter leurs terres pour échapper au lynchage.

Malgré ces histoires de familles et de communautés, depuis la fin des années 70, ce bel ensemble se fissure: le PAN entre en 1976 dans Zinacantán, pour conduire à un président municipal paniste en 1982 qui, sous la pression, reviendra au PRI, non sans laisser conflits et factions⁹. Le rapport à la société nationale devient plus complexe, cessant d'être l'activité réservée d'un unique cacique. S'il est vrai que les textes du Congrès Indien de 1974 ne contenaient que les rubriques "terre, commerce, éducation, et santé", les dénonciations véhémentes mettaient en avant corruption, abus de pouvoir, atteintes aux droits des personnes commis par des fonctionnaires attaqués comme représentants de l'Etat.

Dans des zones de migration, après l'arrachement aux communautés ou aux *fincas* on assiste à la prise en charge des intérêts concrets par des organisations du secteur rural, union d'*ejidos*, union d'unions, qui répugnent d'abord au jeu politique. Puis certaines s'ouvrent à la lutte électorale sans passer explicitement sous la bannière d'un parti. Tel fut le cas de la CIOAC, promouvant, aux élections municipales de novembre 1988, la candidature, à Las Margaritas, d'un jeune tojolabal que l'on entendra beaucoup en 1994, Antonio Hernández Cruz, "candidat d'union", union entre tous les opposants au PRI, union avec certains ex-priistes lassés de la domination de la famille du gouverneur A. Castellanos, union entre *ladinos* et indiens. A la fin de 1993 se préparaient la CIOAC, et Xi'nich dans la région de Palenque, avec une précandidature PRD. Il serait réducteur de ne voir dans les luttes indiennes que des luttes agraires, comme le dit un des leaders de Xi'nich: "nous réclamions le respect pour les communautés indiennes, la fin du racisme et des violences. Dans ce processus de lutte nous avons vu que les besoins les plus urgents étaient sociaux et la lutte pour la terre a alors surgi"¹⁰.

Le champ de vision national des militants indiens s'ouvre¹¹ comme en témoignent les dis-

cours de résistance aux festivités de la "rencontre entre deux mondes"; sur un terrain plus quotidien, cette attention nouvelle est confortée par le besoin de jouer México contre l'archaïsme dévastateur des gouverneurs chiapanèques, le Plan Chiapas puis M. Camacho¹² (en 1986) contre A. Castellanos. Radios et visites présidentielles nombreuses de C. Salinas, aide internationale et marches vers la capitale constituent une nouvelle conscience politique, encore peu étudiée. Or cette transformation générale coïncide dans la *selva* avec, au contraire, un retrait des organisations paysannes vers l'économisme¹³. "Les expériences de l'Union de Uniones et de l'ARIC [Asociación Rural de Interés Colectivo] tendent à confirmer que le système politique mexicain tolère seulement les groupes qui ne touchent pas à 'la politique' surtout quand elle a à voir avec les élections et la conquête d'espaces de pouvoir et de gouvernement locaux ou régionaux [...]. Il reste à voir si ces organisations peuvent survivre sans entrer dans la 'politique politique' et sans participer à une réelle et profonde réforme de l'Etat. A temps". Réflexions publiées en 1992... Dans la contradiction entre plus de politique du côté des paysans et moins du côté des organisations, dans une atmosphère de triomphalisme trop général pour ne pas être illusoire, éclate le soulèvement¹⁴.

Ils ne sont pas seuls

L'intérêt, la sympathie ou la solidarité active animeront l'année 1994 avec des intensités différentes selon les périodes, les lieux et les relais.

Première surprise, le Chiapas existe dans un Mexique qui se croyait enfin moderne depuis le District Fédéral jusqu'à la frontière nord. Le roi est nu? et le Mexique est divers? Pays de contrastes, plus encore de recoins oubliés, de populations marginalisées. Finies les incantations trop faciles au Pronasol, au libéralisme social, au jugement positif de l'Histoire et de l'OCDE! Se dessine avec difficulté, pour les journalistes, le visage de la Patrie: comment ne pas confondre *Selva* et Altos, Lacandons et Tzeltals? Passés les premiers jours, l'impact est profond au Chiapas et sur ses marges, Oaxaca



Martine Dauzier

et Tabasco, tandis que les villageois de Campeche et du Quintana Roo ne montrent guère d'anxiété de savoir. Que dire de Coahuila, du Tamaulipas, du Nuevo León où les secousses sudistes sont tenues à l'écart, volontairement traitées comme insignifiantes, et déplorables, devant des interlocuteurs venus des Etats-Unis! L'enthousiasme militant des gens du sud, parallèlement, a eu du mal à chercher des appuis au nord de Querétaro: en octobre 1994, lors de la seconde réunion de la Convention Nationale Démocratique, la proposition par la Présidence d'une prochaine réunion à San Luis Potosí a été rejetée au profit de Tuxtla Gutiérrez.

Les sondages d'opinion¹⁵ qui ont accompagné la crise nous renseignent hélas trop souvent sur les grandes villes et le D.F., qui disposent d'une information plus ouverte et variée que le Mexique rural arrosé par Televisa. Il ne faudrait sans doute pas exagérer l'impact national de l'EZLN seul. On peut s'avancer sur deux points: une majorité pour la paix, et une absence de rejet violent, avec accès d'émotion dans les premiers jours puis au moment des conversations de San Cristóbal. La légitimité des demandes est reconnue en février par 78% des gens interrogés, mais plus de la moitié condamne les moyens de l'EZLN; ensuite l'assassinat du candidat du PRI dévia l'attention d'un bon nombre, jusqu'au succès de curiosité, pour le

moins, de la Convention Nationale Démocratique.

Espace et temps fragmentés, mais tension et affectivité profonde à l'oeuvre dans des secteurs sensibilisés par avance à la politique d'opposition, aux droits de l'homme, aux problèmes ruraux etc. Ces groupes se font entendre, fort et souvent, accompagnés, d'une façon un peu plus diverse, par les intellectuels. Chiapas a rappelé leur place déterminante —au moins à leurs propres yeux— dans les jeux de l'influence: Prix Nobel de littérature contre grand romancier, historiens très médiatiques et chercheurs qui le sont devenus. Des centaines

d'articles, d'interventions, de lettres ouvertes ont donné un coup de fouet à la presse écrite ou à la radio. Le journal *La Jornada*, qui traversait des difficultés financières, a triplé ses ventes effectives avec 130 000 exemplaires; le nouveau quotidien *Reforma* a profité de la vague, le symbole demeurant les quelques feuilles du *Tiempo* de San Cristóbal¹⁶. La liberté d'expression paraît gagnée à la radio, et la télévision aux ordres, attaquée avec virulence jusque dans la rue, se trouve contournée, à Mexico au moins, par la vidéo dans des phénomènes interactifs de communication.

Les soutiens s'inscrivent sur un horizon pacifique que quelques attentats obscurs ne parviendront pas à troubler vraiment. Le 12 janvier le Zócalo se remplit au nom de la paix, tandis que Puebla, Oaxaca, Juchitán etc. manifestent aussi. Par la suite, ce sont plutôt des lettres, pétitions, caravanes et ramassages de vivres pour les "zapatistes" qui constitueront les stratégies de mobilisation. Les forces se regroupent autour d'une participation quotidienne exaltée par l'idéal du "tout pour tous et rien pour nous" plus que d'une politisation traditionnelle. De nouveaux militants rejoignent des organisations non gouvernementales, ou les organisations sociales nées en 1985 du tremblement de terre et rassemblées sous le nom de société civile. Assemblée des Quartiers et son lutteur masqué Superbarrio, "avocats démocrati-

ques”, centres religieux de défense des droits de l’homme, missions indiennes, artistes en lutte, UNAM etc., des dizaines de groupes naissent ou se réactivent, rappelant les meilleurs moments du Front National Contre la Répression, autour de Rosario Ibarra. Les noms les plus prestigieux d’alors s’y retrouvent. Les ONG dont certaines ont déjà depuis longtemps leurs réseaux de soutien internationaux appellent l’attention aux Etats-Unis d’Amnesty International et d’America’s Watch et contribuent à une politique médiatique intelligente qui répond à l’un des points forts — soudain devenu faible — du régime saliniste. L’engagement est fervent mais, comme

dans toute militance au sein d’ONG, au Mexique ou ailleurs, les prises de position autres qu’éthiques demeurent rares. Seule l’Eglise catholique profite du mouvement pour s’affirmer comme institution dans la négociation tout en faisant taire ses discordances sur la théologie de la libération dès lors que l’un des siens (et ils furent nombreux) est attaqué.

Les acteurs proprement partisans ont du mal à exposer une ligne claire et continue, le PRD étant alors la cible privilégiée de ceux qui dénoncent son opportunisme, que ses dirigeants parlent... ou ne parlent pas, du Chiapas. Les voyages initiatiques en forêt et les “engagements personnels” laissent, pour les électeurs sinon les militants, une impression de flou. Les positions gouvernementales variant de la minimisation absolue à la crainte tous azimuts n’aideront pas plus à dessiner les bases d’une négociation.

Le seul discours qui va s’affermissant et qui cherche des débouchés, des acquis à court terme et des ouvertures à plus long terme nous semble être celui de “la société civile indienne”. Elle représentera les groupes sinon les plus nombreux au moins les plus divers géographiquement et les plus constants. Les mobilisations en faveur du cessez le feu touchent les migrants mixtèques et zapotèques de la frontière à Tijuana comme les Purhépechas du Mi-



Martine Dauzier

choacán ou les Otomis. Se réactivent des organisations qui avaient eu leur mot à dire au début de la présidence de C. Salinas, se créent de nouveaux groupes comme le COICO, Conseil d’Organisations Indiennes et Paysannes de Oaxaca, ou le Conseil Traditionnel des Peuples Indiens de l’état du Sonora. Sans se leurrer sur le gros des troupes ainsi représentées on peut estimer que l’on assiste ainsi à la création d’un vivier de leaders, et donc à un regain d’attention pour la question indienne de la part d’organisations paysannes prêtes à en faire un tremplin pour de vastes mobilisations autour de l’article 27¹⁷, comme ce fut le cas sur le Zócalo, le 10 avril, pour la journée *Zapata ¡vive!* Parallèlement, les groupes ethniques refuseront de servir de faire-valoir aux commissions gouvernementales sur la réglementation de l’article 4 de la Constitution, un des fleurons du salinisme pluriculturel. Outre les éclats attendus du Conseil 500 Ans de Résistance du Guerrero, alternant les discours d’appui à l’EZLN, le message du 28 février “no están solos” (ils ne sont pas seuls), les menaces et les marches sur Chilpancingo et México, se manifeste une relative radicalisation des leaders depuis longtemps bien installés dans le système comme “les écrivains en langues indiennes” qui, à plusieurs reprises, depuis des postes publics, affichent leur compréhension pour le “nous en avons assez”

zapatiste et réclament, avec "un nouveau projet de nation", une nouvelle Constitution.

Le travail quotidien de tous ces hommes (et femmes) tente de faire converger paysans, intellectuels et syndicalistes enseignants comme à Oaxaca. Et l'on notera, ailleurs qu'au Chiapas, l'absence de déclarations proprement officialistes indiennes de la part d'organisations corporatistes pourtant créées pour cela, tels les conseils suprêmes.

Le paradoxe électoral. Des urnes et des fusils

Avant le 1^{er} janvier 1994, l'acceptation dans les régions indiennes des complexités des négociations partisans et prises de pouvoirs politiques était en cours. Dans les années 80 une affiche de la CNPA, Coordination Nationale Plan d'Ayala, très active (par l'OCEZ) au Chiapas, ne faisait-elle pas figurer sous la silhouette de Zapata: "*Hoy luchamos por la tierra, mañana por el poder*" (Aujourd'hui nous luttons pour la terre et demain pour le pouvoir)? Cependant, le soulèvement armé n'était-il pas la preuve d'un retour en arrière de la lutte politique vers des courants messianiques ou des "tumultes" paysans? La présence des fusils ne serait-elle pas incompatible avec celles des urnes? Or les négociations vont tourner, en deux monologues distincts, autour de la nécessité, pour le Mexique radieux de demain, des élections d'août 1994.

Du côté du gouvernement qui sait à l'avance combien toute dernière année de mandat présidentiel est difficile, et souvent agitée, les élections en leur temps sont nécessaires pour manifester au parti (PRI), au pays et aux amis voisins, la légitimité d'un pouvoir construit sur le grand dessein révolutionnaire du *sufragio efectivo*, mais aussi pour faire circuler les postes, passer des problèmes aux promesses et revivifier, comme tous les six ans, le système.

Les élections devenant le point de mire de tous ne peuvent se vouloir en conséquence que démocratiques. Le mot est à la mode à l'échelle continentale, le bon élève des institutions internationales le met en avant et la première grande crainte qui serait l'impossible tenue des élections s'éloigne avec le maintien de la trêve.

Pour les gagner, il faut parier sur le terrain politique et cette "avancée démocratique" promise, oubliée et retrouvée. Le gouvernement doit accepter de modifier la politique prévue en cherchant des accords avec les partis concurrents et en acceptant de nouvelles procédures électorales. Le discours de l'Envoyé pour la Paix, M. Camacho, le 17 janvier, évoque pour le Chiapas "des changements politiques, [...] le respect de la loi, de l'honnêteté" pour "favoriser la création de canaux de participation effective et authentique des divers groupes indiens dans un effort qui améliore la vie démocratique de l'état du Chiapas". Dix jours plus tard, des accords avec tous les candidats signés à la session de l'Institut Fédéral Electoral (IFE) mettent en liaison la paix et l'avancée démocratique en citant "l'impartialité des autorités électorales, la garantie d'équité dans les médias audiovisuels, la révision du système de financement après les élections, le traitement des délits électoraux etc."; l'IFE s'enrichira de six conseillers citoyens choisis par le Congrès. "Nous sommes conscients que nous sommes devant une transformation majeure des relations politiques dans notre pays." On finira même par accepter la présence, le 21 août, d'étrangers refusés pourtant, pendant longtemps, au nom de la souveraineté nationale.

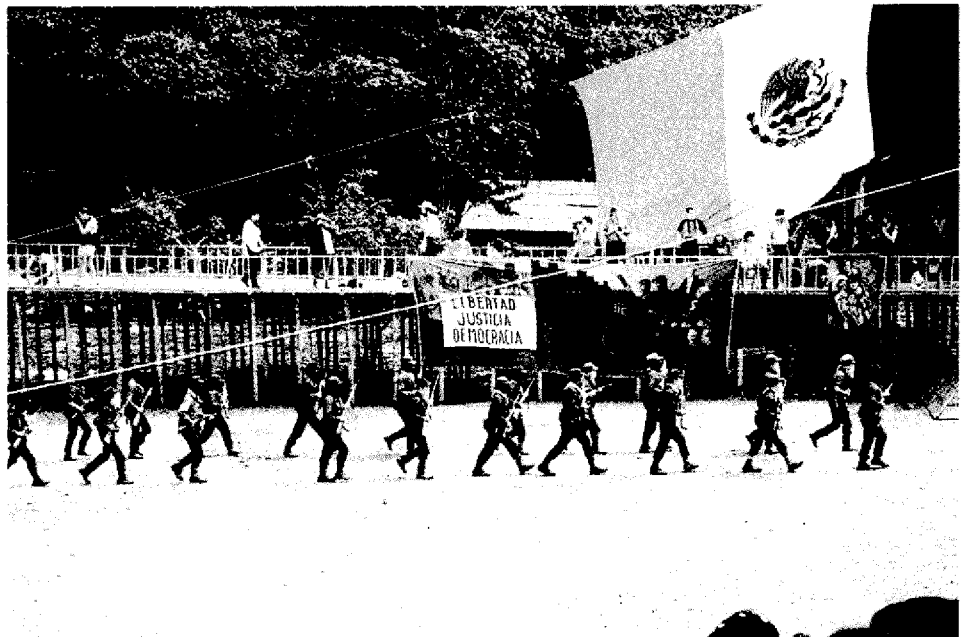
Autant d'avancées à marches forcées parce que la pression pour la démocratie, y compris formelle, s'inscrit dans les demandes de l'EZLN, ce qui ne manque pas de surprendre de la part d'un groupe armé qui dit avoir épuisé toutes les voies pacifiques. Les mouvements révolutionnaires de ce siècle ont tous critiqué le piège des élections, bonnes à conforter l'ordre établi dans une fausse alternance. Par principe ou par expérience, l'EZLN ne croit pas aux partis et donc à la démocratie du suffrage universel. Mais de fait, ne dit-il pas aussi que la démocratie s'atteint par des élections libres, que "la lutte armée n'est pas exclusive des autres et peut attendre" car "le peuple mexicain croit aux élections"? Poudre aux yeux de révolutionnaires professionnels, impensable préoccupation d'Indiens isolés en forêt? De ces derniers au moins nous avons vu l'intérêt pour les politiques fédérales et les inquiétudes devant les changements de mythes nationaux comme la réforme agraire ou le splendide isolement anti-américain. Les revendications que les hommes

du gouvernement acceptent de considérer avec bienveillance comme "indiennes" (routes, cliniques, écoles) ne sont-elles pas garanties à terme par la démocratisation? Et ce, pour ne pas retomber dans le cycle des demandes, promesses, programmes, corruptions de dirigeants, détournements, menaces, oublis. Les questions de politique nationale ont vocation à faire sortir du système en vigueur.

En retour, le CCRI (Comité Clandestin Révolutionnaire Indien) et son porte-parole insistent sur la pratique du vote en zone zapatiste, vote des lois de guerre, vote de la guerre, vote sur les "engagements de paix".

Cette dernière consultation se fera grâce à une pédagogie qui cherche à intégrer le monde indien au choix politique avec traductions, explications, présentation rationnelle en colonnes en fonction de l'impact local, régional et national, débats avec délégués, assemblée dans chaque communauté. Pratiques à l'occidentale et "démocratie primitive" du peuple-corps¹⁸ où votent les mineurs et où l'assemblée siège jusqu'à l'obtention du consensus, se mélangent comme le vote numérique et la "coutume de l'acuerdo" qui conduisent à 97,88% de refus. L'on apprendra qu'il s'agit d'élections "propres", dûment garanties par des listes et des signatures (mais, et le secret?), célébrées au son des tambours; faut-il s'étonner du pourcentage alors que les opposants au chemin de la guerre avaient préalablement quitté leurs communautés?

Mais ces tambours ne sonneraient pas la fin des espérances électorales puisque l'appel à une Convention Nationale Démocratique, à réunir en zone zapatiste, quinze jours avant les élections même mais à appuyer un processus transparent, à demander un vote contre le PRI, sans s'engager explicitement sur un nom. Farce ou force des élections mêmes, les délégués ont choisi. L'EZLN les aidera en disparaissant en forêt, tous barrages levés dans les trois derniers jours. Urnes et conseillers entrent dans *Las cañadas* qui compteront 67 bureaux pour un peu



Martine Dauzier

moins de 30 000 inscrits, suivis par les observateurs d'Alliance Civique ou des "invités étrangers".

Au Chiapas, les vrais choix restent à faire

L'absence d'études fines et crédibles sur les résultats *municipio* par *municipio* dans l'ensemble du pays, ou d'enquêtes auprès des électeurs —que veut vraiment dire "vote de la peur" ou "vote de la paix"?—, l'incertitude des candidats eux-mêmes¹⁹, l'impossibilité de donner un poids relatif dans la déstabilisation au soulèvement du Chiapas et à l'assassinat du candidat du PRI, nous conduiront à laisser aux politologues de l'avenir une vision globale des problèmes²⁰. Nous chercherons au Chiapas les phénomènes de mécontentements, de coalitions d'intérêts, de radicalisation des luttes que "l'illusion lyrique" depuis la capitale ou les angoisses des vainqueurs de toujours, soudain sans repères, avaient fait à tort passer à la trappe.

E. Zedillo obtient 45,3% de voix; C. Cárdenas 31,8%²¹; D. Fernández 11,7%. Pour le poste de gouverneur, E. Robledo du PRI 50,46%; A. Avendaño "candidat de la société civile soutenu

par le PRD", 34,94%; le candidat du PAN 9%. Dans la zone du conflit, sur 19 012 votes exprimés, 14 023 sont pour Cárdenas, le PAN est quasi inexistant. Antonio Hernández Cruz de Las Margaritas, leader du Conseil des Organisations Indiennes et Paysannes créé en janvier —CEOIC—, est élu député fédéral sur la liste PRD.

Quelle crédibilité accorder à ces élections? Le Groupe Pluriel Chiapanèque, suscité par le PRI, où l'on retrouve certains membres du PRD local, de la SOCAMA, groupe leader du CEOIC "officiel", parle d'irrégularités mineures et prend "vingt engagements pour la démocratie"²². En face, C. Cárdenas, le 4 septembre à Morelia, dénonce la fraude électorale généralisée dont le Chiapas serait le point central. Devant des dizaines de plaintes trop rapidement écartées par la commission électorale de Tuxtla, se crée le Tribunal Electoral du Peuple Chiapanèque autour d'Ofelia Medina et Juan Bañuelos, délégués à la CND, qui avaient participé très officiellement au travail de l'Agence Municipale de l'IFE à San Cristóbal. Ils recevront en un mois près de 2 000 dossiers avec noms, signatures, dépositions devant notaire, attestant des irrégularités commises, pressions, localisation variable des bureaux, horaires, perte de bulletins, etc. Rien de bien nouveau et sans doute à une échelle plus réduite que d'habitude, le gouvernement ayant parié aux yeux du monde sur la respectabilité. On sait que ces paris —et les militants sur le terrain— sont difficiles à tenir, on sait que de l'accident au crime, il n'y eut souvent qu'un pas. Que faut-il penser de l'accident de voiture bizarre d'A. Avendaño, qui faillit lui coûter la vie en juillet (et emporta dans la mort trois de ses compagnons)? Le Mexique se donna à lui-même de nouveau le grand spectacle de la défiance irréductible et de la rumeur.

Mais, malgré la situation, inédite depuis 20 ans, d'une guérilla toujours présente, en quelques mois le Chiapas n'a pas changé dans ses structures. Les adversaires du mouvement, même s'ils ont fui leurs propriétés (mais combien, parmi les éleveurs, y habitaient vraiment?) sont restés au Chiapas et y ont voté. Aux quelques centaines de *ganaderos* militants dans les syndicats d'éleveurs, ajoutons les familles, les *compadres*, les régisseurs et autres travailleurs, sans oublier les gardes du corps.

Les gros exploitants ont travaillé depuis longtemps à créer des cordons de sécurité autour de leurs propriétés, constitués par de tout petits propriétaires, souvent indiens, eux-mêmes en conflit avec les *ejidatarios* et *comuneros*. Depuis longtemps dans les villes ou les bourgs, liés aux transporteurs, aux commerçants ou à la petite industrie, "authentiques habitants" de San Cristóbal et d'Ocosingo, regroupés en "fronts civiques", ils peuvent manifester violemment sous l'oeil bienveillant d'autorités municipales qui sont des leurs. Avec beaucoup, au moins dans un premier temps, il est difficile d'entamer même des négociations²³.

Adversaire encore, parfois ennemie, une partie de la population indienne. Les Altos, malgré des règlements de comptes violents à Zinacantan, Oxchuc, Chamula jouent leur rôle de bastion puisque, à chaque essai d'ouverture du système, les dissidents ont été expulsés ou, pour les zapatistes de Larrainzar, se sont intégrés ailleurs dans les files de l'EZLN. La campagne électorale n'a pas changé dans ses modalités: E. Robledo, vêtu en autorité chamula²⁴, reçoit, sur la place de San Juan, le bâton de commandement rituel, propose un Pacte Indien du Chiapas et reçoit immédiatement la promesse du président municipal de 15 000 voix²⁵. Les militants du PAN, puis du PPS, seront eux interdits d'entrée et molestés. Dans ces conditions, le PRI peut compter sur des députés indiens, tel A. Pérez Hernández, instituteur, dans le système de la bureaucratie indigéniste depuis 30 ans, ex-président municipal de Chenalhó, cacique syndical et municipal, premier représentant du Conseil Suprême Tzotzil à la fin des années 70.

Ailleurs, il faudra compter avec les déplacés, entre 10 000 et 20 000 selon les époques, qui ne sont pas tous, au début, des adversaires déclarés des zapatistes²⁶, mais qui deviennent une population fragilisée, sensible aux causes, inquiète devant les conséquences. Avec les mois et les pressions, des histoires de plus en plus conflictuelles montent en surface. Cependant le choix par le PRI, comme candidat d'Ocosingo, du dirigeant tzeltal de l'ARIC conduit à un nouvel éclatement à l'intérieur d'une organisation déjà vidée à 40%, selon ses propres calculs, de ses militants par le mouvement zapatiste, dès 1992-1993. L'abandon explicite de la neutralité politique supposée perturbe les bases et conduit

à une scission entre l'ARIC gouvernementale et l'ARIC indépendante. A l'intérieur du CEOIC, quand commence la campagne, certains groupes se font de moins en moins critiques et combats et retrouvent leur parti d'origine, le PRI.

On voit alors à l'oeuvre des tactiques populistes bien connues avec les dépenses en croissance de 50% de Pronasol, les modules d'attention, les aides au rachat de certaines terres pendant tout le mois de juillet. Visites à Los Pinos, promesses, attentes, dons sans politique d'ensemble, peuvent désamorcer ici et radicaliser là si les engagements sont évidemment bafoués ou détournés par les dirigeants²⁷.

De fait, l'affaire du Chiapas a secoué, sans le faire exploser, le système électoral et gouvernemental, bien moins que les sympathisants zapatistes ne l'auraient voulu. Ces quelques mois ont montré que tout est à reprendre au Chiapas, et ailleurs que dans les fameux "quatre *municipios* en conflit". Avant et après les élections, il y eut des fonctionnaires pris en otages, des routes barrées, des terres envahies, des mairies occupées et des militants assassinés. Chacune de ces protestations violentes n'est pas nouvelle mais leur ensemble et leur durée font de l'ingouvernabilité une menace réelle, si l'on admet qu'un gouverneur a d'autres missions que celle de "pompiers" selon les termes du gouverneur substitut. L'insurrection municipale touche plus d'un quart des *municipios* alors que, dès 1993, un autre quart connaissait déjà destitutions et intérim pour corruptions diverses. Pour le gouverneur, plaidant *pro domo*, "il y eut moins d'invasions qu'en un an de gouvernements antérieurs, moins de morts ayant pour cause la lutte agraire". Mais les terres envahies sont 100 000 ha répartis jusque dans les zones côtières les plus productives, sur les exploitations les plus liées au commerce international. Les demandes de toujours exigent maintenant des réponses d'ensemble devant des groupes mieux informés, plus difficilement manipulables. Peut-on laisser s'enliser un état frontalier par ailleurs menacé par de multiples trafics —drogue, bois, migrants— qui inquiètent la communauté internationale et plus encore les Etats-Unis? L'EZLN n'est plus seul en cause,

et après les élections demeurent des choix difficiles à négocier avec des adversaires résolus. Y a-t-il de vraie démocratie sans reconnaissance de l'altérité?

* * *

Au Chiapas s'est brouillée, plus dramatiquement qu'ailleurs, l'image du réservoir de votes pour le PRI et a commencé à se dessiner celle de "laboratoire de la démocratie"²⁸. Même les adversaires déclarés des moyens choisis par l'EZLN reconnaissent progressivement les bouleversements engagés pour une nécessaire démocratisation. Pourtant, au temps de la guerre froide et d'un certain isolationnisme nationaliste, il y a fort à parier qu'un soulèvement de quelques milliers d'Indiens dans la forêt lacandone n'aurait pas fait la une pendant des mois. Si le Chiapas a pu jouer un rôle d'accélérateur, c'est en interpellant le Mexique sur ses incertitudes actuelles. Les carences anciennes ont joué bien sûr, mais qui a vraiment attendu 1994, chez les hommes politiques, pour découvrir la fameuse pauvreté des zones indiennes? Aux yeux de tous, les zapatistes ont plutôt retrouvé des mythes fondateurs dont les nouveaux livres de textes gratuits ne savaient plus quoi faire, ont rouvert des débats trop vite enterrés au nom de leçons économiques appliquées dans l'abstrait. Autant que les troubles militaires, c'est le trouble dans les esprits qui a affecté les réponses gouvernementales—ou de l'opposition— et la conjoncture électorale. Tandis que la société civile a pu voir dans les résultats électoraux le fruit de ses élans et des limites, les forces indiennes de tout le Mexique sont sans doute celles qui ont le plus travaillé sur l'expression, la représentation et la participation politique²⁹, qui ont cherché à débusquer les "frontières invisibles" de la démocratie, et pas uniquement face au PRI. Définir la région, le *municipio* libre, les rapports avec la Fédération sont autant de questions que des communautés, dites trop longtemps fermées, veulent penser. Elles ne sont pas les seules. *

Notes

- 1 Voir les ouvrages d'A. García de León.
- 2 En dessous de la moyenne nationale pour le taux d'abstention, il comptait 66% de votants en 1991.
- 3 Voir pour de nombreux autres cas: *Resumen informativo*, revue mensuelle du CIACH, numéros 21-25, San Cristóbal de Las Casas, 1988.
- 4 Récit envoyé au concours de littérature indienne organisé par l'UNAM à San Cristóbal de Las Casas, en 1993, inédit. Plus loin "les habitants n'ont pas encore pris en mains la politique, ils sont tous passifs et ne s'enthousiasment pas pour chercher des postes municipaux". Depuis janvier 1994, ce village situé dans les Cañadas d'Ocosingo est classé zapatiste.
- 5 Voir E. Vogt, *Ofrenda para los dioses*: 290 et 291. México, 1979.
- 6 Voir A. Paoli, *Dinámica indígena de la comunicación*. Document INAREMAC 001. San Cristóbal de Las Casas, septembre 1974.
- 7 S. Gómez Tagle. "Las elecciones federales de 1991 en México", *Revista mexicana de sociología* LIV (1): 267, janvier-mars 1992; voir aussi "Estrategia de apoyo a la observación electoral", *Perfil de La Jornada* du 18 août 1994.
- 8 Monte Líbano, *municipio* d'Ocosingo, 1978; Golonchán *municipio* de Chilón, 1980. "Chiapas ressemblait en 1986 à une zone militaire" selon l'analyste américain J. Bailey, cité par Th. Benjamin in *Chiapas, tierra rica, pueblo pobre*: 347. México, 1995.
- 9 Voir F. Cancian, *The Decline of Community in Zinacantan. Economy, Public Life and Social Stratification, 1960-1987*. Stanford, 1992.
- 10 *La Jornada* du 28 novembre 1994.
- 11 Voir, pour la campagne de 1982, M. Dauzier, "L'indien tel qu'il se parle", *Document de recherche CNRS-CREDAL*, Paris, 1984.
- 12 Chargé de la Commission Interministérielle de la *Selva Lacandona*.
- 13 Conclusion de l'article de N. Harvey, La "Unión de uniones de Chiapas y los retos políticos del desarrollo de base": 219-232, in *Autonomía y nuevos sujetos sociales en el desarrollo rural*, J. Moguel et al. (coord.). México, 1992.
- 14 En un an, plus d'une dizaine d'ouvrages sont sortis sur les causes et le déroulement du conflit, nous n'y reviendrons pas. En français, l'on peut consulter *Feu maya*, sous la direction d'A. Monod. Paris, 1994.
- 15 Voir par exemple la revue *Este país*.
- 16 Les Indiens sont partout, des caricatures aux rapports de fond du *Financiero* qui sort, le 15 janvier 1994, six pages intitulées "Siglos de opresión, el indio olvidado" (Siècles d'oppression, l'Indien oublié).
- 17 Voir la Première rencontre nationale indienne de l'UGOCP à Tuxtepec (Oaxaca) le 23 février.
- 18 Voir P. Rosanvallon, *Le sacre du citoyen*. Paris, 1992. Si au Chiapas plus de la moitié de la population a moins de 18 ans, ce nombre augmente encore dans les Cañadas.
- 19 Cárdenas en septembre indique que "le cas Chiapas" ne lui a fait ni gagner ni perdre de voix. Différents courants du PRD donnent des réponses contradictoires.
- 20 Voir déjà, dans ce numéro, l'article d'A. Pivron sur les campagnes des candidats aux élections présidentielles.
- 21 Le PRD gagne une de ses rares secondes places, alors qu'en 1982 le PSUM avait obtenu 1% des voix et, en 1988, le FDN de C. Cárdenas 6,4%. Le district de Tapachula le met au premier rang.
- 22 Un groupe qui signe UNACH, Coparmex, Mujeres chiapanecas fait insérer le communiqué suivant dans *La Jornada* du 3-09: "Observation des élections: nous avons pu observer que la majorité des bureaux se sont installés à temps; depuis tôt le matin il y avait de longues files de votants. Dans certains bureaux c'était une véritable atmosphère de fête où les voisins partageaient nourriture et horchata avec les fonctionnaires du bureau et les observateurs".
- 23 Ainsi l'ex-président d'un groupe industriel qui a des intérêts au Chiapas (MINSA) déclare: "Au Mexique, nous avons tous les mêmes possibilités et chacun est l'architecte de son propre destin [...] Personne au Mexique ne peut se croire abandonné par la société. Cette affaire du Sud-Est est un problème qui a 400 ans; ces messieurs ont vécu ainsi parce qu'ils l'ont bien voulu", *El Universal* du 10 février 1994.
- 24 Rituel identique dans la *Selva Lacandona* à Frontera Corrozal le 29 juillet où Robledo parlera vêtu de la tunique blanche des Lacandons.
- 25 Il en obtiendra 14 273.
- 26 Les réfugiés de janvier dans les camps de Las Margaritas applaudissaient A. Hernández Cruz qui s'affirmait solidaire des demandes zapatistes.
- 27 Reproches faits à ceux de l'ARIC soudain pourvus d'avions, camionnettes, ordinateurs etcétera.
- 28 Selon les mots de M. Camacho.
- 29 Voir A. López Monjardín "Los guiones ocultos de la resistencia cívica entre los indígenas chiapanecos". Communication au colloque *Las disputas por el México rural*, El Colegio de Michoacán, Zamora, 16-18 novembre 1994.